



AGENCE D'INFORMATION  
D'AFRIQUE CENTRALE

# LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

[www.adiac-congo.com](http://www.adiac-congo.com)

N°4120- MERCREDI 10 NOVEMBRE 2021

## FOOTBALL

# Le Centre technique d'Ignié bientôt opérationnel



À l'issue d'une visite du chantier du Centre technique d'Ignié, la Fédération congolaise de football a salué l'état d'avancement des travaux avec la pose, sous peu, des pelouses synthétiques. L'entreprise en charge du projet financé par la Fédération internationale de football association s'est fixée jusqu'au 20 décembre prochain pour finaliser les travaux. « D'ici trois semaines, vous allez marcher sur la pelouse, à condition que le climat soit favorable », a indiqué le chef de projet, Franclin Ngwese Ngabé.

Page 16

Jean Guy Blaise Mayolas visitant le chantier du Centre technique d'Ignié/Adiac

## MINES

# De nouveaux projets miniers à développer dans le Kouilou

L'Assemblée nationale a adopté, le 8 novembre à Brazzaville, deux projets de loi portant approbation de la convention d'exploitation conjointe de deux gisements de

potasse et de phosphate dans le département du Kouilou, entre le gouvernement et les sociétés privées. Le premier projet concerne le gisement de potasse situé à

hauteur du village Mboukoumassi. Le second, quant à lui, porte sur un gisement de phosphate basé dans le district de Hinda.

Page 3

## LITTÉRATURE

# Un concours dédié à la promotion du livre « Tous les enfants dispersés »

L'Association culture Elongo organise, en partenariat avec l'Agence d'information d'Afrique centrale et l'Organisation internationale de la francophonie, un concours du livre pour promouvoir en milieu scolaire et universitaire le roman « Tous les enfants dispersés » de Beata Umubyeyi Mairesse, lauréate du Prix littéraire des 5 continents 2020. Ce concours concerne cinq établissements de Brazzaville, à savoir les lycées de la Révolution, Nganga-Edouard, Savorgnan-de-Brazza, Joseph-Chaminade et la Faculté des lettres, arts et sciences humaines de l'Université Marien-Ngouabi.

Page 9

**CONCOURS LITTÉRAIRE** « Culture et Mémoire »

Du 25 octobre au 27 novembre 2021

Dans le cadre de la promotion du livre « Tous les enfants dispersés » de Beata Umubyeyi Mairesse, lauréate du Prix littéraire des 5 continents 2020, l'Association Culture Elongo (ACE), avec le concours de l'Agence d'Information d'Afrique Centrale (ADIAC) et l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), organise un concours littéraire « Culture et Mémoire ».

Établissements retenus pour le jeu concours :

- La Faculté des lettres, arts et sciences humaines (Fash)
- Le lycée Nganga Edouard
- Le lycée de la Révolution
- Le lycée Savorgnan de Brazza
- Le lycée Chaminade

## OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC URBAIN

# La mairie de Brazzaville apostrophée



Les bureaux du Sénat et du Conseil départemental et municipal de Brazzaville ont échangé, le 9 novembre, sur les problèmes auxquels la capitale congolaise est confrontée, notamment l'occupation du domaine public urbain, le manque de cimetière municipal et l'accès à la morgue de l'hôpital mère-enfant Blanche-Gomes. La surcharge des bus municipaux

de transport en commun et les difficultés financières de la municipalité ont également été évoquées au cours de cette rencontre.

Page 2

## EDITORIAL

# Effrayant !

Page 2



## ÉDITORIAL

## Effrayant !

Ce que l'Histoire retiendra du temps présent est bien le fait que les grandes puissances de la planète, au lieu de s'accorder pour lutter contre le dérèglement climatique, contre la pandémie de Covid-19, contre la pauvreté qui frappe de nombreux peuples du Tiers-monde, le fait donc que ces grandes puissances dépensent des sommes de plus en plus pharamineuses pour renforcer leur armement, se défier ouvertement, prendre le contrôle de régions entières de la planète, bref courir le risque de nous faire plonger dans une nouvelle guerre mondiale.

Exposée de façon terrifiante par le romancier britannique Ken Follett dans son dernier livre « Pour rien au monde », que viennent de publier en France les Editions Robert Laffont, la mécanique infernale d'une troisième guerre mondiale provoquée par l'inconscience des Grands de ce monde est décrite de façon accablante en quelque sept cent soixante-quinze pages. Elle repose très exactement, très précisément sur ce que nous vivons aujourd'hui, à savoir la détérioration des relations entre la Chine, les Etats-Unis, la Russie, l'Europe que gèrent des gouvernants qui ne perçoivent visiblement pas les dangers que leur compétition fait courir à l'humanité tout entière.

Exactement comme cela s'est produit par deux fois durant le siècle précédent, provoquant la mort de centaines de millions d'êtres humains, la destruction de multiples grandes cités en Europe, en Asie et ailleurs, avant de s'achever sur les drames épouvantables d'Hiroshima et de Nagasaki que dévastèrent les armes nucléaires dont les Etats-Unis venaient tout juste de se doter. Exactement aussi comme cela se produira de nouveau dans les décennies à venir si la raison ne l'emporte pas enfin sur l'instinct destructeur qui inspire l'animal humain depuis son émergence sur la Terre où nous vivons.

Si les peuples du Tiers-monde, nous-mêmes donc, ne se mobilisent pas à temps pour faire comprendre aux Grands de ce temps que leur comportement est à tous égards suicidaire, ils en paieront lourdement les conséquences. Prions pour qu'ils le disent clairement lors du Forum sur la paix qui se tiendra à Paris, du 11 au 13 novembre, et qui réunira de nombreux gouvernants, au nombre desquels figurera en bonne place notre propre président, Denis Sassou N'Guesso.

Les Dépêches de Brazzaville

## DOMAINE PUBLIC

## Le Sénat interpelle la mairie de Brazzaville sur l'occupation des espaces protégés

L'occupation des espaces publics protégés dans la ville ; l'absence d'un cimetière municipal ; la surcharge des bus municipaux et le problème de l'entrée de la morgue de l'hôpital mère-enfant ainsi que d'autres sujets ont fait l'objet de discussions, le 9 novembre, entre les bureaux du Sénat et du Conseil départemental et municipal de Brazzaville.



Les deux parties pendant la réunion DR

Après avoir planté le décor de la séance de travail, le président de la chambre haute du Parlement, Pierre Ngolo, a passé la parole au deuxième secrétaire de l'institution, Joseph Yedikissa Dadhié, qui a épinglé quelques sites qui sont actuellement illégalement occupés. Il s'agit, entre autres, des abords du stade Alphonse-Massamba-Débat, du stade Marchand, de l'espace Hugos, du terrain de jeu de l'école Nkéoua-Joseph, du jardin de la Case de Gaulle, de la voie d'accès au pont 15-août et la Corniche. « Les risques d'érosions sont là, le champ de vision sur le fleuve Congo et la ville de Kinshasa est fortement brouillé. Nous observons qu'il y a une tendance à la dégradation des espaces devant permettre aux Brazzavillois de se détendre et de se divertir... », a souligné le deuxième secrétaire du Sénat.

Intervenant à son tour, le président du Conseil départemental et municipal de Brazzaville, Dieudonné Bantsimba, a indiqué que la mairie vient d'engager une opération de déguerpissement des occupants de l'espace public. S'agissant de la société

de ciment installée au stade Alphonse-Massamba-Débat, le maire de Brazzaville s'est engagé à aller s'enquérir de la situation. Quant au stade Marchand qui appartient à la mairie, il a indiqué que c'est l'entreprise chinoise qui a construit le nouveau siège du Parlement qui y est installée après avoir signé un contrat avec les Grands travaux.

Pour l'école Nkéoua-Joseph à Bacongo, c'est l'Agence française de développement qui a signé un contrat avec la mairie pour y installer les aires de transit des ordures ménagères. Un projet que les deux parties entendent de relancer sous peu. Quant à l'occupation d'autres espaces, le maire de Brazzaville accuse certains ministères à l'instar de celui en charge du Domaine public. Il reconnaît l'occupation anarchique qui existe entre la Case de Gaulle et le pont du Djoué.

« Nous avons aussi un problème avec certains ministères qui confondent l'espace municipal à celui de l'Etat. Quand nous vérifions, ces documents ne sont pas signés de nous. Il y a beaucoup d'espaces comme cela dans la ville. Souvent nos amis du

domaine public confondent le domaine public de l'Etat des voiries qui reviennent de droit à la mairie », a dénoncé Dieudonné Bantsimba.

Parlant de la surcharge dans les bus STPU, le maire a déclaré que les chauffeurs étaient prêts à respecter, malheureusement ils subissent la pression des usagers. « Nous avons demandé à la police d'appliquer la loi, ces bus depuis quelques jours sont arrêtés et mis en fourrière pour payer les pénalités. Depuis un moment, ils essaient de respecter. Nous sommes en train de travailler pour diminuer la surcharge dans les bus », a-t-il assuré. Selon lui, le vrai problème est que le nombre de bus a considérablement baissé. En effet, sur les 120 bus au départ, il n'en reste que 73 qui fonctionnent. La solution pourrait être réglée par l'arrivée de près de 200 bus de la coopération indienne qui sont bloqués à cause de la pandémie de Covid-19. Les deux parties ont, par ailleurs, évoqué les difficultés auxquelles le Conseil départemental et municipal de Brazzaville est confronté.

Parfait Wilfried Douniama

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo  
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Eilon  
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,  
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chefe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :  
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaïne Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoordonnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa,  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni Masela  
Sports : Martin Enyimo  
Comptabilité et administration : Lukombo Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

## PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

## Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

## Commercial Pointe-Noire :

Mélaïne Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :

Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,

Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé

Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila  
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi  
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo

Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaine Angombo  
IMPRIMERIE  
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo  
Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba,  
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo  
Tél. : (+242) 06 895 06 64  
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault



## JOURNÉE DE LA SCIENCE

## Faire de la recherche et de l'innovation une priorité nationale

Dans la déclaration du gouvernement à l'occasion de la Journée internationale de la science au service de la paix et du développement, commémorée le 10 novembre, la ministre en charge de l'Enseignement supérieur, Edith Delphine Emmanuel, a évoqué les initiatives en cours visant à mettre la recherche et l'innovation technologique au premier plan pour résoudre des problèmes auxquels la société est confrontée.

La communauté scientifique célèbre, cette année, la Journée de la science au service de la paix sur le thème « Bâtir des communautés prêtes pour le changement climatique ». « L'objectif étant de rapprocher la science de la société en mettant en évidence de possibles solutions apportées par la science, la technologie et l'innovation à certains des grands défis auxquels notre société est confrontée », a indiqué la ministre Edith Delphine Emmanuel dans sa déclaration. Il est aussi question, a-t-elle poursuivi, de renouveler l'engagement national en faveur de l'utilisation responsable des acquis de la science.

Selon elle, le processus structurel pour la mise en place d'une interaction constructive et réciproque entre la science et la société suit son cours. Celle-ci est observable à travers notamment l'élaboration, en cours, de la stratégie et politique sectorielles sur la gouvernance de la science, technologie et l'innovation 2021-2025, dans le but de faire des secteurs de la recherche et de l'innovation une priorité nationale.

Il y a, par ailleurs, la mise en



La ministre délivrant le message du gouvernement pour la Journée de la science

place de neuf instituts et/ou agences de recherche, de cinq

plateformes ou comités scientifiques sur : le programme hydrologique intergouvernemental, l'homme et la biosphère,

**« La jeunesse congolaise sera invitée à cette table ronde permettant de renforcer les compétences des jeunes ; leurs expertises et leurs connaissances en tant que contributeurs de solutions aux problèmes climatiques urgents, tout en favorisant au niveau local une culture de la paix »**

les énergies renouvelables, les nanosciences et les nanotechnologies et le dernier étant le Comité science ouverte. En perspective, la première édition de la science et des technologies, organisée conjointement avec la République démocratique du Congo, est prévue en avril 2022. D'autres pays de la sous-région n'ont pas manqué de manifester leur intérêt pour cet événement. Dans le cadre de la célébration de la Journée de la science au service de la paix et du développement ce 10 novembre, une table ronde avec différents acteurs et experts est prévue. Les discussions porteront sur des solutions pour construire des communautés prêtes pour le changement climatique. « La jeunesse congolaise sera invitée à cette table ronde permettant de renforcer les compétences des jeunes ; leurs expertises et leurs connaissances en tant que contributeurs de solutions aux problèmes climatiques urgents, tout en favorisant au niveau local une culture de la paix », a fait savoir la ministre Edith Delphine Emmanuel.

Rominique Makaya

## EXPLOITATION MINIÈRE

## Deux grands projets en vue dans le Kouilou

L'Assemblée nationale a approuvé, le 8 novembre, au cours d'une séance plénière sous la direction de son président, Isidore Mvouba, deux projets de loi portant approbation de la convention d'exploitation de deux gisements minéraliers de potasse et de phosphate dans le département du Kouilou.

Le premier projet de loi adopté à l'unanimité par les députés porte sur l'approbation de la convention d'exploitation conjointe d'un gisement de potasse au village Mboukoumassi, dans le département du Kouilou, entre le gouvernement congolais et une société chinoise dénommée Luyuan. Au total, 192 millions F CFA sont en jeu pour sa mise en œuvre effective, dont l'Etat congolais contribuera à hauteur de 110 millions F CFA. La société adjudicatrice devrait, pour sa part, apporter la somme de 82 millions au fonds minier destinée au renforcement des capacités techniques des personnels de la société. La convention paraphée vise à former les agents qui y évolueront, spécifie les droits et obligations des deux parties dans la réalisation des opérations minières et détermine les engagements de ladite société, dans l'exécution de son programme d'activités.

Le second projet de loi, quant à lui, a concerné l'approbation de la convention d'exploitation conjointe d'un gisement de phosphate dans le district de Hinda, département du Kouilou, entre le Congo et les sociétés Cominco S.A et Cominco Ressources LTD. Une fois mis en œuvre, ces projets pourront générer des centaines d'emplois aux jeunes Congolais.

Interrogé par les sénateurs sur la « maltraitance » que les Chinois infligeraient aux travailleurs congolais dans les chantiers, le ministre d'Etat, des Industries minières et de la Géologie, Pierre Oba, qui a soutenu le projet de loi, a fait savoir que le gouvernement va enquêter afin que ces derniers soient rappelés à l'ordre.

Il a aussi annoncé que dans le code minier en réactualisation, toutes les dispositions seront prises pour que les Congolais ne subissent plus ce genre de traitement dans leur propre pays.

Firmin Oyé

## FORMATION

## La plate-forme Yekolab va initier les enfants à la robotique

A travers le programme « Yekolab for kids », les enfants de 7 à 17 ans vont apprendre les techniques pour programmer et fabriquer des robots ou encore des machines automatiques dans la période du 17 novembre 2021 au 25 juin 2022.



La conférence de presse sur le programme Yekolab for kids

A travers le programme « Yekolab for kids », les enfants vont apprendre à faire la programmation, à apporter des solutions à un certain nombre de problèmes rencontrés au quotidien que la robotique peut résoudre, a expliqué Alban Besse, directeur général de Yekolab, lors de la conférence de presse tenue le 9 novembre à Brazzaville.

Pour sa part, Régis Dilou, responsable technique, a précisé que des livrets pédagogiques seront mis à la disposition des enfants pendant la formation. Des missions de programmation

pour développer la créativité sont au programme. Egalement, des scénarios sous forme de jeux au cours desquels les robots de plusieurs élèves peuvent s'affronter : courses, opérations de sauvetage...

L'appui technique et financier des partenaires comme l'Agence de régulation des postes et des télécommunications électroniques fait que les prix pour la participation au programme « Yekolab for kids » soient abordables et permettent à un grand nombre de jeunes Congolais d'en tirer profit, à en croire

la cheffe de projet éducation de Yekolab, Timo Caprucine. « Les élèves des cycles primaire paieront 15 000 FCFA et secondaire, c'est-à-dire collège et lycée, paieront 20 000 FCFA », a-t-elle précisé.

L'autre partenaire c'est Algora. Une des meilleures écoles de programmation pour enfant en France. Dans le cadre de « Yekolab for kids », celle-ci va apporter son expertise et appui technique afin de garantir aux enfants une formation de qualité.

R.M.



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

# Les services du FMI ont abouti à un accord au niveau des services sur un accord de facilité élargie de crédit avec la République du Congo, le 8 novembre 2021

Les communiqués de presse de fin de mission contiennent des déclarations des équipes des services du Fonds monétaire international (FMI) qui rendent compte de leurs conclusions préliminaires après leur visite dans un pays. Les avis exprimés dans la présente déclaration sont ceux des services du FMI et ne correspondent pas nécessairement à ceux du conseil d'administration du FMI. À partir des conclusions préliminaires de cette mission, les services du FMI établiront un rapport qui, sous réserve de l'approbation de la direction, sera présenté au conseil d'administration pour examen et décision.

L'équipe du FMI est parvenue à un accord au niveau des services avec les autorités de la République du Congo sur un programme de trois ans au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) pour aider le pays à maintenir la stabilité macroéconomique et impulser une reprise économique dans le contexte de la pandémie.

La politique budgétaire jouera un rôle central dans le renforcement de la reprise tout en contenant les risques et en maintenant la viabilité de la dette. Il sera également essentiel de donner la priorité aux dépenses sociales et d'infrastructures telles que reprises dans le Plan national de développement 2022/2026.

L'avancement des réformes en matière de gouvernance, de transparence et de lutte contre la corruption sera essentiel pour améliorer l'efficacité des dépenses publiques, l'environnement des affaires et la confiance économique.

Washington, DC : une équipe du FMI, dirigée par Pritha Mitra, cheffe de mission pour la République du Congo, a effectué une mission virtuelle auprès des autorités congolaises du 7 au 15 octobre et le 4 novembre 2021, afin de discuter d'un programme devant être soutenu par un accord de la Facilité élargie de crédit (FEC) [1] du FMI.

Au terme de la mission, Mme Mitra a fait la déclaration suivante :

« L'équipe du FMI est parvenue à un accord au niveau des services avec les autorités de la République du Congo sur un programme de trois ans qui pourrait être appuyé par un accord au titre de la FEC d'un montant de 324 millions de DTS ou \$ 1,1 milliard. Le programme économique viserait à maintenir la stabilité macroéconomique et impulser une reprise économique dans le contexte de la pandémie et, dans les années à venir, à favoriser une croissance plus élevée, plus résiliente et inclusive.

« Après avoir été durement touchée par la pandémie de covid-19 et les chocs des prix du pétrole, l'activité économique redémarre lentement, avec une croissance du PIB réel qui devrait passer de -0,2 % en 2021 à 2,4 % en 2022. Cette reprise devrait être stimulée par la hausse des prix du pétrole, le rebond de la production pétrolière du Congo, le déploiement des vaccins, les dépenses sociales, le remboursement des arriérés intérieurs et l'expansion de l'agriculture, de l'exploitation minière et des services. Cependant, les perspectives sont entourées d'une incertitude importante avec des risques de nouvelles vagues de pandémie et de volatilité des prix du pétrole.

« La politique budgétaire jouera un rôle central dans le renforcement de la reprise tout en gérant les risques et en maintenant la viabilité de la dette. La priorité accordée aux dépenses sociales et d'infrastructures, en particulier dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'agriculture, sera essentielle pour renforcer la résilience de l'économie et améliorer la croissance inclusive. La mobilisation des recettes et la réduction des dépenses non prioritaires soutiendront ces objectifs tout en permettant l'assainissement budgétaire progressif nécessaire pour renforcer la soutenabilité de la dette.

« Dans ce contexte, il serait approprié de cibler un déficit primaire non pétrolier de 15,5 % du PIB non pétrolier dans le budget de l'exercice 2022. L'amélioration des recettes facilitera l'augmentation de l'assistance sociale et des dépenses d'investissement indispensables tout en réduisant le déficit primaire hors pétrole de 1,7 % du PIB hors pétrole par rapport à son niveau

de 2021. À cette fin, il sera important d'augmenter le recouvrement des arriérés d'impôts, de réduire les exonérations fiscales et douanières, et de poursuivre fermement les réformes déjà engagées en matière de politique et d'administration fiscales, ainsi que la réduction des transferts aux entreprises publiques (EsP).

« À moyen terme, ces efforts budgétaires devraient être soutenus par une révision du régime fiscal dans le secteur pétrolier, une suppression plus importante des exonérations de TVA et une rationalisation des autres dépenses fiscales, une amélioration des pratiques de passation des marchés et une gestion plus efficace des investissements publics.

« Projetée à 94 % du PIB à la fin de 2021, la dette est soutenable mais des vulnérabilités importantes persistent. Les principaux sont les risques de liquidité et celles liées aux chocs négatifs sur les prix du pétrole. Alors que les besoins immédiats en liquidités sont soutenus par l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD) du G20, relever ces défis nécessitera une stratégie renforcée de gestion de la dette et une amélioration des statistiques de la dette. Ces mesures viendront compléter les remboursements substantiels en cours de la dette extérieure—suite à une restructuration des prêts commerciaux extérieurs—et les remboursements des arriérés intérieurs. En attendant l'apurement des arriérés extérieurs et la conclusion des négociations de restructuration en cours, la dette est classée comme étant en « détresse ».

« Le remboursement des arriérés intérieurs, qui permet de réduire les créances douteuses, renforce la stabilité financière. À cet égard, la finalisation rapide de l'audit des arriérés intérieurs accumulés au cours de 2019-2020 et la communication claire de tout nouveau plan de remboursement des arriérés intérieurs seront essentielles.

« L'avancement des réformes en matière de gouvernance, de transparence et de lutte contre la corruption sera essentiel pour améliorer l'efficacité des dépenses publiques, l'environnement des affaires et la confiance économique. Les mesures prévues comprennent le dépôt au Parlement de la nouvelle loi anti-corruption, l'audit et la publication des informations relatives à la production pétrolière et aux revenus pétroliers effectivement perçus par le gouvernement, ainsi que le renforcement de la gestion des finances publiques—par l'audit des dépenses liées à la pandémie, et l'adoption d'un contrôle et d'une transparence accrus des dépenses publiques et le recouvrement des recettes pétrolières et non pétrolières. « Un plus grand soutien des partenaires au développement sera essentiel à la réussite de la mise en œuvre de la stratégie de réforme économique et structurelle des autorités.

« La mission a rencontré le ministre des Finances, du Budget et du Portefeuille public, M. Rigobert Roger Andely, et d'autres hauts fonctionnaires du gouvernement. La mission du FMI a également rencontré des représentants de la société civile, du secteur privé et des partenaires au développement.

« L'équipe du FMI remercie les autorités pour leur forte coopération et pour les discussions franches et constructives qui ont eu lieu ».

[1] La FEC est un accord de prêt qui permet un engagement soutenu du programme à moyen et à long terme en cas de problèmes prolongés de balance des paiements.



## TRIBUNE LIBRE

## Les précurseurs

Les Congolais ont, pour la 35<sup>e</sup> fois, célébré le 6 novembre 2021 la Journée nationale de l'arbre. Une journée instituée en 1986, consistant à inciter chaque Congolais à planter un arbre d'essence fruitière ou forestière. L'objectif étant de verdir ou reverdir des espaces, afin de lutter contre le changement climatique. Pour la mise en œuvre de cette initiative, il a été créé l'Unité d'afforestation industrielle du Congo. Le Congo a connu, alors, grâce à cette structure, le plus grand succès dans la technique de bouturage, devenant ainsi un leader en matière d'afforestation.

En 1986, l'initiative était quasiment inédite pour la plupart d'entre nous. Par ce fait, le Congo devenait le premier pays en Afrique à avoir posé un tel acte concret, alors que personne ne pensait au rôle que pouvaient jouer les arbres dans la régulation du climat. À cette époque, les questions de protection de l'environnement n'étaient qu'une vue de l'esprit. Autant dire qu'elles ne constituaient aucunement une priorité pour la communauté internationale.

Pendant la COP26 à Glasgow, en Ecosse, les dirigeants du monde se sont engagés à enrayer la déforestation d'ici à 2030. Les engagements clés pris à Glasgow comprennent notamment la conservation des forêts et autres écosystèmes terrestres, ainsi que l'accélération de leur restauration. L'accord prévoit également la promotion de la production et de la consommation durables de produits de base (qui n'entraînent pas la déforestation et la dégradation des terres) ou encore la réduction de la vulnérabilité des communautés qui vivent dans ces territoires.

Comme en échos à ces engagements, le Congo lance, à l'occasion de la 35<sup>e</sup> édition de la Journée nationale de l'arbre, le projet de création d'un puits de carbone de 40 000 hectares. Le pays renvoie ainsi à la communauté internationale un message bien clair : avec le reboisement tous azimuts+++ de son territoire, le Congo est un pays précurseur, notamment en matière de lutte contre le changement climatique.

Pour que le pays conserve son leadership dans ce domaine, les pouvoirs publics devraient inciter davantage les Congolais à participer activement et à tous les niveaux à cette action salvatrice aussi bien pour eux-mêmes que pour le monde entier. La Journée de l'arbre au Congo est une cérémonie populaire. Il importe que chaque Congolaise, chaque Congolais l'intériorise.

Valentin Oko

## DIASPORA

## Le premier forum de recrutement ouvert à Paris au Palais des congrès d'Issy-les-Moulineaux

La rencontre, ouverte le 9 novembre au Palais des congrès d'Issy-les-Moulineaux, est une occasion de rencontrer les entreprises et de bénéficier d'un accompagnement de spécialistes de l'Agence congolaise pour l'emploi (ACPE) tel que préconisé par les organisateurs.

Hugues Ngouélongdé, ministre de la Jeunesse, des Sports, de l'Éducation civique, de la Formation qualifiante, en présence de ses homologues Jacqueline Lydia Mikolo des Petites et moyennes entreprises et Edith Delphine Emmanuel, de l'Enseignement supérieur, ainsi que de Rodolphe Adada, ambassadeur du Congo en France, a déclaré ouverte la première édition du Forum de recrutement des compétences au sein de la diaspora congolaise en Europe. Au préalable, il a rappelé le contexte actuel où le Congo, sous l'impulsion du chef de l'État, Denis Sassou N'Guesso, vit le projet de société « Ensemble poursuivons la marche » désormais converti en programme d'action gouvernementale.

C'est dans ce contexte de vaste chantier que l'ACPE a pris la résolution d'organiser un forum de l'emploi pour les compétences qui existent au sein de la communauté congolaise résidant en Europe. « Car notre diaspora d'Europe, faut-il le



Hugues Ngouélongdé entouré de ses homologues des PME et de l'enseignement supérieur / Crédit photo : Fridy Mizelet by Flam

rappeler, constitue un vivier indéniable de talents de haute qualité, dont le Congo et les entreprises installées dans notre pays ont grand besoin », a déclaré Hugues Ngouélongdé.

À son adresse, le ministre de la Jeunesse a dit : « Quelles que soient les motivations qui justifient votre présence en Europe, le temps est venu de porter un regard nouveau sur la terre de nos ancêtres. Comme le proclame notre devise « Uni-

té-Travail-Progrès », qu'il me soit permis de vous rappeler que la mère-patrie a besoin de vous ; elle tend la main, saisissez-la ! ».

Un message en rajout du précédent où le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, disait en substance : « ...avec un peu de patriotisme, la diaspora congolaise peut jouer un rôle capital dans la marche vers le développement ».

Marie Alfred Ngoma

## AFRIQUE CENTRALE

## La CEEAC et le MAEP élaborent un programme de gouvernance

La réunion technique conjointe Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) s'est ouverte, le 8 novembre, à Libreville, au Gabon, sous la présidence de l'ambassadeur Gilberto Da Piedade Verissimo.

La rencontre a pour objectif de faire un état des lieux du niveau d'engagement et de participation des États de la région face aux instruments et processus continentaux relatifs à la gouvernance ; et de consigner les idées essentielles nécessaires à l'élaboration du Programme de la décennie de la gouvernance en Afrique centrale ;

Au cours de leurs allocutions respectives, les deux intervenants (le président de la Commission de la CEEAC et la cheffe du bureau de liaison de l'Union africaine près la CEEAC, représentant le MAEP) se sont réjouis de la tenue de ces travaux qui marquent, selon eux, un redémarrage et surtout un renforcement de la collaboration entre les deux institutions.

Pour le président de la Commission de la CEEAC, la collaboration CEEAC-MAEP autour de l'élaboration du programme régional décennal est « la preuve que les neuf des onze pays de la CEEAC, qui sont membres du MAEP, ont réaffirmé leur attachement au principe de l'amélioration conti-

nue de la gouvernance ».

En outre, ils ont déploré le fait que des neuf États membres, seuls deux (le Tchad et le Rwanda) se sont soumis à l'évaluation par les pairs dans le cadre du Forum des chefs d'État et de gouvernement du MAEP.

L'engagement des autres États à l'égard de l'amélioration de la gouvernance a été indirectement réaffirmé dans le traité révisé et les textes subséquents. L'ambassadeur Gilberto Da Piedade Verissimo a exprimé toute sa détermination à réunir les conditions nécessaires à la mise en œuvre du MAEP au sein des États qui hésitent encore.

Pour sa part, Hortense Nguema Okome, cheffe du bureau de liaison de l'Union africaine près la CEEAC, représentant le MAEP, a appelé certains États membres à rattraper le retard de la région dans la mise en œuvre des engagements prévus dans le MAEP. Selon elle, « une telle démarche devient une urgence au regard de la faible performance des États de la région en matière de

gouvernance ».

Le MAEP a été créé, le 9 mars 2003, comme instrument d'auto-surveillance en matière de gouvernance, afin de consolider la bonne gouvernance et d'accélérer l'intégration régionale et le développement socio-économique en Afrique. Dix-sept ans plus tard, il compte quarante et un États membres depuis fin mars 2021.

Les Communautés économiques régionales sont les partenaires clés et les piliers de l'exécution du mandat du MAEP tel que stipulé dans le document de base. Elles constituent le cadre nécessaire pour harmoniser les politiques économiques et sociales et mettre en œuvre les recommandations des rapports d'évaluation du MAEP et des Programmes d'action nationaux des États membres de la région. Les travaux de la réunion technique conjointe sur l'élaboration du Programme de la décennie de la gouvernance en Afrique centrale prendront fin le 10 novembre.

Yvette Reine Nzaba



## COP26

## La société civile met la pression sur les pays riches

Une semaine après l'entame de la COP26 à Glasgow, en Ecosse, les représentants de la société civile ont appelé les gouvernements à prendre au sérieux le contenu des négociations et à présenter des propositions ambitieuses et concrètes pour faire avancer les discussions. Quelques extraits des intervenants.

Le directeur exécutif de Climate Action Network, Tasneem Essop : « *La demande publique de responsabilité pour lutter contre la crise climatique augmente et les gouvernements ne peuvent plus ignorer le pouvoir du peuple. [...] Une COP26 riche en déclarations et engagements climatiques grandioses mais faible en engagements réels, en particulier sur le financement, notamment le financement des pertes et dommages causés par le changement climatique* ». D'où « un retour à la table à dessein pour finaliser un plan qui répond vraiment aux besoins des personnes en première ligne de la crise climatique, avec de vraies solutions ».

**Fernanda Carvalho, Global Policy Manager**, Climate & Energy Practice de WWF : « Les annonces des dirigeants, à elles seules, n'apporteront pas le changement radical nécessaire pour faire face à la crise climatique ».

**Teresa Anderson, conseillère en politique climatique**, ActionAid International : « Un manque de substance, un écran de fumée, un statu quo sans aucun plan pour mettre fin à la dépendance aux combustibles fossiles. Au lieu de façonner une véritable transformation, la plupart de ces objectifs sont susceptibles de dépendre fortement des compensations carbone, qui conduisent à l'accaparement des terres et aux violations des droits humains dans les pays du Sud ». Pour la deuxième semaine, « l'accent doit revenir sur les négociations, en instaurant la confiance et la coopération nécessaires pour limiter le réchauffement à 1,5 °C et fournir des financements pour protéger

les communautés de première ligne ».

**Mary Church, Friends of the Earth Scotland**, responsable des campagnes : « Cette semaine ne devrait pas détourner l'attention des négociations réelles qui doivent aboutir à de réelles réductions d'émissions et le soutien aux pays et aux personnes en première ligne de la crise climatique. Le financement climatique, dont les pays riches ont un besoin urgent pour permettre aux nations en première ligne de la crise climatique de s'éloigner des combustibles fossiles et de faire face aux impacts du changement climatique, fait également toujours défaut ».

**Jennifer Morgan, directrice exécutive de Greenpeace International** : « *La COP26 doit faire preuve d'ambition et de justice, et malgré quelques rayons de soleil, les pays ne font tout simplement pas assez d'efforts. Le grand test pour le succès de la COP26 est le financement, l'adaptation et les pertes et dommages. Pour répondre à l'ambition et à l'action requises, les pays doivent sortir de leur zone de confort dès maintenant* ».

**Colin McQuistan, responsable du climat et de la résilience chez Practical Action** : « *Nous avons besoin d'un avenir pour l'agriculture qui reconnaisse la valeur des petits agriculteurs et des systèmes agricoles moins intensifs, et non de leur fermeture* ».

Dr Rachel Cleetus, directrice des politiques et économiste en chef, Programme climat et énergie à l'Union of Concerned Scientists : « *Les promesses de financement climatique pour aider les pays en développement restent également lar-*

*gement insuffisantes. Au cours de la semaine à venir, les négociateurs doivent se dépêcher de combler ces lacunes, tout en fournissant un règlement complet et solide pour mettre en œuvre l'Accord de Paris et traiter les pertes et les dommages de manière significative* ».

**Sven Harmeling, Global Policy Lead Climate Change and Resilience**, CARE International : « Il est temps que les pays développés ne fassent plus obstacle aux actions pour répondre aux appels croissants à des financements supplémentaires pour faire face aux pertes et dommages croissants dans les pays vulnérables que nous avons entendus au cours de la première semaine de la COP26 ».

**Hellen Neima, directrice de la campagne pour le climat en Afrique** chez Corporate Accountability : « La première semaine a été une démonstration de pouvoir et de manipulation, les gouvernements du Nord sachant ce qui retient l'attention de certains gouvernements du Sud mondial... c'est-à-dire l'argent. Il était difficile de voir les gouvernements africains jeter l'éponge et fermer leurs portes à nous, au peuple et à notre cri pour de vraies solutions. nous avons besoin que les gouvernements africains se lèvent et fassent ce pour quoi nous les avons envoyés à la COP : apporter de vraies solutions ».

**Eddy Pérez, responsable diplomatie**, Climate Action Network - Réseau action climat Canada : « Les négociateurs ne doivent pas quitter Glasgow sans un accord qui gardera 1,5 à portée de main ».

Noël Ndong

## La Russie propose de créer un organe international de contrôle pour les projets forestiers

**L'Organe international de contrôle des projets forestiers climatiques contribuerait à la qualité des projets forestiers, a déclaré, le 8 novembre, le représentant spécial du président russe chargé du climat, Rouslan Edelgueriev, lors d'une table ronde dans le cadre de la 26e Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques.**

« *Je voudrais remercier le gouvernement britannique qui a organisé le forum forestier et a réuni les pays intéressés par le secteur forestier. Et puis, je pense que l'étape suivante est nécessaire. Il faut créer ensemble des organes de travail, des structures qui contrôleraient la réalisation des projets, mèneraient des activités de contrôle pour éviter les débordements de carbone, les fuites et obtenir des normes de haute qualité dans les projets forestiers* », a-t-il ajouté.

Selon lui, le président russe a alloué de grandes ressources pour lutter contre les incendies de forêt. En outre, la Russie a l'intention de s'engager également dans l'intensification de la restauration des forêts, ce qui aura des effets positifs à l'échelle mondiale.

Les délégations de près de 200 pays participent au travail de la COP26, celle de la Russie compte environ 270 personnes. Dans la plus grande ville d'Ecosse, les parties à la convention, après plusieurs tentatives échouées au cours des années précédentes, tentent de nouveau de s'entendre sur les règles de mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le climat. En outre, les participants à la conférence évoquent les projets d'adaptation aux effets des changements climatiques qui ne peuvent plus être évités. La publication des documents finaux de la COP26 est attendue à l'issue du travail des négociateurs.

■ La Russie continuera d'aider le Niger à améliorer les capacités de ses forces armées, ainsi qu'à former ses militaires et agents de police, indique un communiqué de Maria Zakharova, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, à l'occasion d'un attentat au Niger. « La Russie soutient la lutte du peuple nigérien contre la menace terroriste et continuera d'aider le Niger à améliorer les capacités de ses forces armées, à former ses militaires et agents des forces de l'ordre », précise le texte.

Les terroristes ont attaqué, le 2 novembre, un groupe d'habitants de plusieurs villages dans la région de Tillabéri, à l'ouest du Niger, à proximité des frontières du Mali et du Burkina Faso. Soixante-neuf personnes ont été tuées.

## COUVERTURE SANITAIRE UNIVERSELLE

## L'OMS et l'OIF définissent les mêmes axes d'intervention

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) ont signé, le 9 novembre à Genève, un accord définissant les domaines d'intervention communs sur la couverture sanitaire universelle et la lutte contre le paludisme.

L'accord a été conclu entre la secrétaire générale de la francophonie, Louise Mushikiwabo, et le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus. Il vient renforcer l'ancrage entre les deux organisations et préciser les principaux axes d'intervention dans le cadre d'un accord signé en avril dernier. Ce document porte notamment sur des activités communes à réaliser, dans le cadre de l'académie de l'OMS, la couverture sanitaire universelle, les soins de santé primaires, la lutte contre le paludisme ainsi que dans bien d'autres domaines d'intérêt commun.



Louise Mushikiwabo

« *Cet accord est la prochaine étape dans le renforcement des relations étroites entre nos deux organisations. La pandémie de covid-19 a mis en évidence l'importance de la solidarité mondiale et la collaboration internationale. L'engagement de la francophonie en faveur de la paix, de la démocratie et des droits de l'homme fait de l'OIF un partenaire idéal pour l'OMS* », a indiqué Tedros Adhanom Ghebreyesus.

Louise Mushikiwabo a, pour sa part, salué la collaboration naissante avec l'OMS.

Les Dépêches de Brazzaville

Itar-Tass



## FAMINE

# Environ 45 millions de personnes exposées au fléau dans le monde

Près de quarante-cinq millions de personnes sont exposées et proches d'atteindre un niveau de famine aigu. Mais, cela pourra arriver si les Etats ne mettent pas sur pied des stratégies nécessaires pour contrer les conflits, les méfaits du changement climatique et de la covid-19. L'annonce a été faite, le 8 novembre, par le Programme alimentaire mondial (PAM).

Selon le directeur exécutif du PAM, David Beasley, environ quarante-cinq millions de personnes sont menacées par la faim. Les personnes âgées et les enfants souffrant de malnutrition sont particulièrement vulnérables. Ce constat a été fait grâce à une évaluation récente de l'insécurité alimentaire. Cette étude souligne que trois millions de personnes sont désormais confrontées à la famine, notamment dans des pays comme l'Afghanistan, l'Éthiopie, Haïti, la Somalie, l'Angola, le Kenya et le Burundi.

« Des dizaines de millions de personnes sont au bord du gouffre. Les conflits, le changement climatique et la covid-19 ont augmenté le nombre des personnes en situation de famine pointue », a déclaré le directeur exécutif du PAM, tout en signifiant que les dernières données liées à la situation montrent qu'un grand nombre de pays sont exposés au fléau. Par exemple, l'Afghanistan, le Tigré et le sud de Madagascar. Car, ces pays sont en proie à la sécheresse combinée à un effondrement économique qui a gravement affecté les familles. Au moins soixante-neuf millions de dollars pour sauver un million de personnes dans le monde « Au sud de Madagascar, frappé par la sécheresse, où le climat entraîne des conditions proches



2021, une année de famine à l'échelle biblique, selon David Beasley !

de la famine, la faim sévère a déjà touché un million de personnes, dont cinq cent mille sont en situation d'urgence. C'est ainsi que le PAM intensifie sa réponse », a précisé David

Beasley, en spécifiant que son institution a besoin de soixante-neuf millions de dollars au cours des six prochains mois pour atteindre un million de personnes exposées à la famine. Et, le coût

de la prévention de la famine dans le monde est estimé à sept milliards de dollars. Car, au Soudan du Sud, les besoins humanitaires dépassent les ressources dont dispose le PAM pour y répondre. La

situation s'est aggravée alors que le pays est frappé par des inondations qui ont englouti des villages entiers.

« Les prix des produits alimentaires montent en flèche, les fertilisants sont plus chers, tous ces facteurs alimentent une nouvelle crise comme celle qui sévit actuellement en Afghanistan, ainsi que les situations d'urgence de longue date comme au Yémen et en Syrie », a encore souligné le responsable onusien avant de reconnaître que malgré l'augmentation du coût de l'aide humanitaire de manière exponentielle, son organisation et ses partenaires humanitaires redoublent d'efforts pour venir en aide à des millions de personnes menacées de famine. Mais, elle a besoin de plus de fonds pour atteindre les familles du monde entier qui ont déjà épuisé leur capacité à faire face à la faim extrême. D'autant plus que cette année, le PAM a déjà entrepris la plus grande opération de son histoire, ciblant cent trente-neuf millions de personnes dans les quatre-vingt-cinq pays où il opère. Ce travail couvre à la fois les besoins alimentaires et nutritionnels d'urgence afin de renforcer la résilience et accroître l'autonomie des personnes les plus pauvres et les plus vulnérables de la planète.

Rock Ngassakys

**« Des dizaines de millions de personnes sont au bord du gouffre. Les conflits, le changement climatique et la covid-19 ont augmenté le nombre des personnes en situation de famine pointue »**

## AFRIQUE DU NORD

## La Tunisie détient le taux de la dette extérieure le plus élevé

Un taux jamais atteint en Afrique du Nord, selon les estimations de la Banque africaine de développement (BAD) dans sa 4<sup>e</sup> édition du rapport intitulé « Perspectives économiques en Afrique du Nord/ La dynamique de la dette : la voie vers la perspective post-covid ». En 2020, la dette extérieure de la Tunisie a représenté 97,2% du Produit intérieur brut (PIB).

La dette extérieure de la Tunisie s'élevait à 97,2% du PIB en 2020, soit le taux le plus élevé en Afrique du Nord, indique la BAD, dans son rapport intitulé « Perspectives économiques en Afrique du Nord 2021 », avec comme thème « La dynamique de la dette en Afrique du Nord : la voie vers la reprise post-covid ». La Tunisie reste plus vulnérable aux chocs exogènes que les autres pays d'Afrique du Nord en raison de sa forte dépendance à l'égard de la dette extérieure qui a augmenté de 42,4 points entre 2012 et 2020, selon le rapport. Par ailleurs, la BAD met en garde contre le scénario d'une dette publique « in-

soutenable », si le pays n'engage pas des réformes crédibles avec un soutien interne. À défaut de réformes, la dette publique brute devrait s'envoler à près de 100% du PIB sur le moyen terme, estime la BAD.

28% du budget accaparé par les coûts du service de la dette

La banque ajoute que les risques liés à la viabilité de la dette sont aggravés par les risques de financement, la surévaluation du taux de change effectif réel et les passifs contingents et garanties des entreprises publiques. Les besoins de financement public représentaient entre 14 et 18% du PIB sur une base annuelle, alors que la dette publique, dont

70% est externe, a dépassé, en 2020, 80% du PIB, poursuivant la tendance haussière amorcée en 2011. Les coûts du service de la dette accaparent 28% du budget, ce qui limite les autres dépenses en faveur du développement. En 2019, la dette des entreprises publiques représentait 13% du PIB. Ces entreprises sont toujours en proie à des difficultés financières, selon la BAD. « A la mi-2020, les entreprises publiques ont bénéficié de garanties publiques estimées à 15% du PIB. Si l'on ajoute la dette des entreprises d'Etat à celle de l'administration centrale, la dette publique totale dépasserait nettement 100%

du PIB », soutient-elle.

La dette publique s'est élevée à 35,7 milliards de dollars fin juin dernier, soit 81,5% du PIB. Tunis cherche à obtenir un nouveau prêt de 4 milliards de dollars auprès du Fonds monétaire international (FMI), alors que de nouvelles négociations ont démarré depuis la mi-mai. En avril 2016, le FMI avait accepté d'octroyer à la Tunisie un prêt de 2,8 milliards de dollars sur quatre ans, dont elle n'avait perçu que 1,6 milliard de dollars, en raison de l'incapacité du gouvernement à mettre en œuvre l'ensemble des réformes structurelles prévues par l'institution financière internationale. Pour améliorer

la gestion de la dette publique et renforcer la mobilisation des ressources intérieures, Audrey Verdier-Chouchane, économiste régionale pour l'Afrique du Nord, a mis l'accent sur la nécessité de mettre en place des mécanismes ainsi que des institutions qui permettent de trouver le juste équilibre entre les avantages et les coûts d'une dette supplémentaire, et a appelé à une meilleure transparence de la dette et d'un suivi minutieux des passifs éventuels, mettant l'accent sur la nécessité de restructurer les entreprises d'Etat et d'utiliser efficacement la dette pour financer des investissements productifs.

Noël Ndong



## MALI

# Les sanctions de la Cédéao vont-elles contraindre la junte à tenir les élections à la date prévue ?

Dans le cadre de l'application des mesures du sommet du 16 septembre à Accra, au Ghana, l'organisation régionale qui s'attend à ce que les militaires au pouvoir respectent strictement le calendrier de la transition devant déboucher sur le rétablissement d'un pouvoir civil vient de prendre des mesures pour hâter ce processus. Elle a imposé des sanctions individuelles aux membres de la junte, en raison du retard dans l'organisation des élections, mais la grande inconnue est que personne ne sait si cela va amener les nouvelles autorités à revenir sur leur décision.

Le gouvernement malien ne veut pas déroger à sa position : il n'entend pas organiser les élections présidentielle et législatives le 27 février 2022, comme initialement prévu. Il l'a ouvertement notifié à la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) qui, elle, ne veut pas aussi faire marche arrière sur ses décisions prises précédemment contre la junte. L'organisation réitère la nécessité de maintenir cette date dont les militaires avaient eux-mêmes choisie. Et en attendant cette échéance, elle continue de faire pression sur le régime, allant jusqu'à annoncer des sanctions qui comprennent l'interdiction de voyager et le gel de leurs avoirs financiers.

« Toutes les autorités de la transition sont concernées par des sanctions qui vont entrer en application immédiatement », selon le président de la Commission de la Cédéao, l'Ivoirien Jean-Claude Kassi Brou. Il s'exprimait en fin de semaine dernière à l'issue d'un sommet extraordinaire sur la situation au Mali et en Guinée, où des militaires ont également pris le pouvoir. Les sanctions annoncées visent également les membres des familles des dirigeants



Les représentants de la Cédéao/DR

maliens, précise-t-on.

Fin octobre, une délégation du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU), en visite à Bamako, avait insisté auprès des autorités sur l'importance de respecter le calendrier électoral censé permettre le rétablissement d'un gouvernement civil. Cela revient à dire que les militaires, qui ont pris le pouvoir par la force en août 2020 et l'ont conforté par un nouveau putsch en mai 2021 avant de s'engager sous la pression des voisins ouest-africains

et d'une bonne part de la communauté internationale à céder la place aux civils après des élections programmées fin février prochain, devraient se conformer à cette obligation.

### Eviter de retarder de façon prolongée la fin de la transition

Or, depuis des semaines, la junte et le gouvernement qu'elle a installé signalent de plus en plus clairement que l'échéance ne sera pas respectée. En rapport avec les scrutins dont la Cédéao exige la tenue à la date

fixée, le gouvernement malien venait d'expulser le représentant de l'organisation régionale, Hamidou Boly, lui reprochant des « agissements incompatibles avec son statut ». Les dirigeants de la Cédéao condamnent cette expulsion, mais manifestent leur intention d'aider le Mali où la situation sécuritaire s'est dégradée.

Au niveau du Conseil de sécurité de l'ONU, l'on réclame également le respect des délais électoraux et un retour à un pouvoir civil au Mali où des violences djihadistes et communau-

taires se poursuivent. Mais les responsables de la junte répètent vouloir organiser des « assises nationales » avant de fixer la date des élections. Ils affichent ouvertement à cette instance leur volonté de reporter les élections présidentielle et législatives. « Les autorités maliennes parlent des assises nationales de la refondation comme une sorte de préalable aux élections. Le chronogramme indique que ces assises pourraient prendre fin vers décembre et c'est à l'issue de ce processus qu'un calendrier sera établi et soumis aux Maliens ainsi qu'à la communauté internationale », explique Abdou Abarry, l'ambassadeur du Niger aux Nations unies, qui a codirigé en octobre une délégation onusienne à Bamako avec son homologue français, Nicolas de Rivière. « Si on ne peut pas avoir d'objection pour les réformes, il ne faudrait pas retarder de façon prolongée la fin de la transition et la possibilité pour les Maliens et les Maliennes de choisir démocratiquement les personnes qui vont prendre en charge la destinée de leur pays », souligne le diplomate nigérien.

Nestor N'Gampoula

## IN MEMORIAM

10 NOVEMBRE 2020 – 10 NOVEMBRE 2021



Voilà une année que le seigneur a rappelé à lui notre mère, tante, grand-mère, sœur, nièce et cousine, maman Marie Louise Kusuamina Biabonga née Doumounou, femme de cœur, humble, aimable, et dont la présence manque profondément.

« Ta famille se rassemble dans cette prière pour demander sans cesse au Tout-Puissant seigneur Dieu de t'accorder sa clémence, sa miséricorde et une bonne place dans son royaume. Maman Marie-Louise, Mémé Kulutu, nous t'aimerons toujours, merci pour tout. »

Famille Doumounou.

## AVIS DE RECHERCHE

Le Groupe Yannick recherche : Maître chien, APS (agent de sécurité), conducteur moto et véhicule, comptable et secrétaire. Délai des dossiers du 10 au 13 novembre 2021. Tél : 06 402 81 81 Adresse : 2549 rue Charles des faucault Centre-ville, face à la résidence Marina

### PROGRAMME DU JOUR

MERCREDI 10 NOVEMBRE 2021

06.00	PLAYLIST NON STOP
08.30	F.F TALK SHOW
09.30	19.45 REDIFFUSION
10.30	MWASI YA CONGO
11.00	CINEMA CONGOLAIS
12.30	ECOLE D'ART
13.00	PLAYLIST NON STOP
14.00	C'EST MON AFFAIRE
14.30	CDIRECT INSIDE
15.00	PLAYLIST NON STOP
17.00	FACE O MIROIR
18.00	C-TECH CONGO
18.30	PLAYLIST NON STOP
19.00	PLAYLIST NON STOP
19.30	REPORTERS CONGO
19.45	L'EDITION 19.45
20.30	FF TALK SHOW
21.00	CINEMA CONGOLAIS
22.30	CARRE MUSIC
23.15	FF TALK SHOW

### NOTRE SELECTION

15.00 PLAYLIST NON STOP

EXCLUSIF

Les derniers clips des deux congo

19.45 L'EDITION 19.45

Les infos du congo vu du congo et vu du monde

LES BOUQUETS

CANAL 334    CANAL 3    CANAL 449



## ÉMULATION

## Promouvoir le livre de la lauréate du Prix des 5 continents 2020

Un concours littéraire dénommé « Culture et mémoire » est organisé par l'Association culture Elongo (ACE), avec le concours de l'Agence d'information d'Afrique centrale (Adiac) et l'Organisation internationale de la francophonie (OIF). Il s'inscrit dans le cadre de la promotion du livre Tous les enfants dispersés de Beata Umubyeyi Mairesse, lauréate du Prix littéraire des 5 continents 2020.

L'opération de promotion de la lauréate du prix littéraire des 5 continents 2020, Béata Umubyeyi Mairesse, a été lancée tout récemment dans cinq établissements (scolaires et universitaire) de Brazzaville, à savoir les lycées de la Révolution ; Nganga-Edouard ; Savorgnan-de-Brazza ; Joseph-Chaminade ; et la Faculté des lettres, arts et sciences humaines (Flash) de l'Université Marien-Ngouabi.

Pour permettre un bon déroulement de l'opération, les documents ci-après ont été remis aux chefs desdits établissements : une charte du concours littéraire « Culture et mémoire » ; une fiche d'engagement à signer par les élèves ou étudiants participants ; un cahier de texte servant de registre de prêt du livre ; et huit exemplaires du roman.

Sur la tenue de ce jeu concours et de ce qui va se passer entre les dates du 25 octobre au 27 novembre, le secrétaire littéraire chargé des relations extérieures avec les clubs littéraires et associations de l'ACE, le Pr Omer Massoumou, ex-

plique: « L'organisation de ce concours littéraire « Culture et mémoire » répond à un double objectif : contribuer à la promotion du Prix littéraire des 5 continents 2020 ; apporter le livre auprès des élèves et étudiants congolais. De façon principale, la période indiquée est celle de la lecture par les lycéens et les étudiants du roman "Tous les enfants dispersés" de Beata Umubyeyi Mairesse. Par ailleurs, nous préparons également l'évaluation des lecteurs qui aura lieu dans la semaine du 22 novembre ainsi que l'émulation ».

Il convient, toutefois, de noter que le concours se tient déjà dans la mesure où les lecteurs s'investissent. Les acteurs des cinq établissements précités sont en train de lire, l'évaluation étant prévue pour la semaine du 22 novembre dans chaque établissement. Les deux meilleurs candidats seront récompensés. S'agissant de l'implication des élèves du lycée et étudiants de la Flash dans le même concours, le Pr Omer Massoumou, secrétaire littéraire chargé des relations extérieures avec les clubs

**CONCOURS LITTÉRAIRE** "Culture et Mémoire"

Du **25 octobre**  
Au **27 novembre 2021**

Dans le cadre de la promotion du livre *Tous les enfants dispersés* de Beata Umubyeyi Mairesse, lauréate du Prix littéraire des 5 continents 2020, l'Association Culture Elongo (ACE), avec le concours de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC) et l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), organise un concours littéraire « Culture et mémoire ».

**Etablissements retenus pour le jeu concours**

- La Faculté des lettres, arts et sciences humaines (Flash)
- Le lycée Nganga Edouard
- Le lycée de la Révolution
- Le lycée Savorgnan de Brazza
- Le lycée Chaminade

Logos : ACE, OIF, ADIAC, INRAP

littéraires et associations, précise: « Si on avait plus d'exemplaires, on aurait même impliqué des collégiens. En fait, le livre reste un objet culturel que des anciens, des jeunes et des moins jeunes lisent. On a tous besoin de se frotter à ce type de texte littéraire. Le prix Goncourt 2021, Mohamed Mbougar Sarr, est par exemple attribué à un jeune qui a commencé à lire des livres importants très jeune ».

Quant aux prix (récompenses) aux lauréats, l'ACE n'aura pas beaucoup à offrir mais ce sera principalement des livres. Cependant, elle lance un appel aux opérateurs économiques qui souhaitent bien encourager des jeunes à s'associer à l'opération. Entendu que le jeu concours « Culture et mémoire » a vocation à être pérennisé pour favoriser le partage culturel francophone et le vivre-ensemble.

L'ACE, pendant cette phase de lecture du roman, souhaite avoir une médiatisation de l'activité (articles de presse, passage à la télévision, affiches...).

Bruno Okokana

## COMMUNIQUE DE LA COUR ROYALE

Face aux attaques perpétrées au terme d'une cabale médiatique menée par quelques troublions en quête de célébrité se réclamant du Nkobi de Mouyou à Nsah, la Cour Royale avait décidé de saisir les dépositaires du sanctuaire de Mouyou à Kialé et détenteurs dudit Nkobi.

Ces derniers, eux aussi surpris par la nature inédite et rocambolesque d'une telle démarche initiée par ces impertinents, se sont dits étonnés par ces comportements étranges et contraires aux valeurs prônées par le Kwembali, essentiellement fondées sur le respect des anciens, principalement du Roi et de la Reine, ultimes garants incarnant le Kwembali.

Pourtant, nonobstant leur importance, les contentieux et autres problèmes divers étaient toujours traités dans un cercle restreint d'ihitiés, mus par une quête permanente de consensus.

De ce fait, les dépositaires du sanctuaire de Mouyou à Kialé ont convoqué en urgence le conservateur du Nkobi de Mouyou à Nsah qui, sous serment du Kwembali affirme n'avoir jamais concédé la moindre parcelle de son autorité à qui que ce soit, conformément aux préceptes ancestraux.

Il s'agit, à l'évidence, d'un cas flagrant d'usurpation de pouvoir et d'escroquerie rarement vécu dans l'histoire du Royaume Téké.

Les dépositaires du sanctuaire de Mouyou ont donc recadré les faits et attiré l'attention du conservateur du Nkobi de Nsah sur l'intangibilité, à toute épreuve, de son intégrité et de sa fidélité aux recommandations en vigueur, tout en demandant aux filous ainsi démasqués de ne plus jamais récidiver ou entreprendre, de nouveau, l'action incriminée et dénoncée.

Ils ont appelé les autorités administratives et politiques à ne pas donner foi, ni accorder le moindre crédit aux propos mensongers et scandaleux que déverseraient ces vassaux autoproclamés et impénitents.


La Cour Royale a pris acte de cette décision, empreinte de maturité et de mansuétude. Elle a félicité le recours fait à la sagesse ancestrale et a, pour sa part, mis en garde ces usurpateurs qui n'ont pour seul projet que de nuire à l'unité et au bon climat de fraternité régnant au sein de la communauté Téké.

NGABÉ, le 05 novembre 2021




LA COUR ROYALE.-





**AVIS D'APPEL D'OFFRES**  
**21\_RFGS\_137273**



**Objet**  
Recrutement d'un Cabinet de Consultance pour la mise en œuvre de la numérisation de la campagne de distribution de masse des MILDAs

**Date de l'appel d'offres**  
10 Novembre 2021

**Date de clôture pour la réception des manifestations d'intérêt**  
08 Décembre 2021

**Numéro de référence** : 21\_RFGS\_137273

**1.Introduction**  
Catholic Relief Services (CRS) est une organisation à but non lucratif, constituée en vertu des lois du District de Columbia, États-Unis, ayant son principal siège au 228 W. Lexington Street, Baltimore, Maryland 21201, États-Unis, opérant en République du Congo avec un protocole d'accord signé en Octobre 2018 avec le Gouvernement de la République du Congo. Depuis 2018, CRS travaille avec le Ministère de la Santé à travers le Programme National de Lutte Contre le Paludisme sur le renforcement de la lutte contre le paludisme sous financement du Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (Le Fonds Mondial). Parmi les interventions prévues dans le cadre de la subvention actuelle NFM3, il est prévu la distribution de produits de santé anti-palustres et l'organisation d'une campagne de distribution de masse des moustiquaires imprégnées d'insecticide au cours de l'année 2022. Pour la réalisation de cette campagne, CRS compte numériser tout le processus de la campagne, de l'identification des bénéficiaires à la distribution finale. Pour la mise en œuvre pérenne de ce projet de numérisation, CRS cherche à recruter un cabinet local de consultance qui aura à gérer tout le processus en utilisant l'ensemble des équipements TIC et plateforme CAT qui seront fournis par CRS.

**2.Objectif General**  
Améliorer la qualité des données et des informations requises pour la réalisation d'une campagne de distribution de masse des moustiquaires impré-

gnées d'insecticide à longue durée d'action sur l'ensemble du territoire national.

**1.Objectifs Spécifiques**

- Apprêter tous les équipements TIC pour le développement
- Installer la plateforme CAT sur tous les smartphones dans le délai imparti
- Former les Administrateurs et les Superviseurs sur l'utilisation des équipements TIC et de la plateforme CAT
- Appuyer le PNLP pour atteindre une meilleure couverture de la campagne de distribution de masse des moustiquaires avec des données fiables et à temps réel
- Mettre en place au niveau du PNLP une base des données robuste, cohérente et sécurisée sur les bénéficiaires des MILDAs à l'échelle nationale pour appuyer ou informer les campagnes futures dans le domaine de la santé.
- Renforcer les capacités du PNLP et d'autres partenaires de mise en œuvre sur l'utilisation et la gestion de la technologie de l'information dans la réalisation des campagnes de distribution de masse.

Les fournisseurs désireux de prendre part à ce marché peuvent retirer le Dossier d'Appel d'Offres au bureau de CRS sis Près de l'école Rémo sur l'Avenue du Tribunal, Quartier Air Afrique, Centre-ville, Brazzaville, République du Congo ou en faire la demande par email à l'adresse électronique [bidcg@crs.org](mailto:bidcg@crs.org)

# VISITEZ LE MUSEE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

**SCULPTURES**    **PEINTURES**  
**CÉRAMIQUES**    **MUSIQUE**








**L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS**


de la **Tradition**  
à la **Modernité**

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Gusso immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville République du Congo.




**MEILLEURS PRODUITS D'ASSURANCES AUX MEILLEURS PRIX**

## SOCIETE YA BISO MOKO BANA MBOKA



Assurance automobile



Assurance incendie



Assurance tous risque chantier



Assurance voyage

**PLUS DE 50 ANS DE METIER, LEADER DES ASSURANCES**

EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO





## URBANISME ET HABITAT

# Pius Mwabilu lance la campagne sur les baux à loyer

La campagne a commencé par un atelier de mise à niveau les directeurs-chefs de service et chefs de division Urbanisme et Habitat, pour l'application de la loi n°15/025 du 31 décembre 2015, fixant la garantie locative à trois mois pour le bail résidentiel dans le pays.

Le ministre d'Etat en charge de l'Urbanisme et Habitat, Pius Mwabilu Mbayu Mukala, a lancé, le 8 novembre à Kinshasa, un atelier de renforcement des capacités des gestionnaires de la loi de son secteur. A cette occasion, il a sensibilisé les directeurs-chefs de service et chefs de division de son secteur, sur l'application des textes légaux en rapport avec les baux à loyer.

L'objectif est d'améliorer la capacité des agents de l'administration appelés à mettre en application au quotidien la loi n°15/025 du 31 décembre 2015, fixant la garantie locative à trois mois pour le bail résidentiel en République démocratique du Congo.

Pour Pius Mwabilu, la tenue de cet atelier a constitué l'acte inaugural d'une sensibilisation active, participative et inclusive concernant la mise en application de cette loi qui permettra d'instaurer un nouvel ordre locatif, dans le but de réduire considérablement les tensions entre bailleurs et locataires. Le ministre d'Etat en charge de l'Urbanisme et Habitat a dit avoir pris bonne note de toutes les préoccupations et recommandations formulées par les participants à cet atelier.

Présentant les grands axes de la campagne de vulgarisation de la loi n°015/25 du 31 décembre 2015 relative aux baux à loyer non professionnel, le conseiller politique et en charge de la communication du ministre de l'Urbanisme et Habitat, Jules Kidinda, a notamment cité l'application mobile Ebail, qui servira pour l'enregistrement des bailleurs, locataires, agences et courtiers immobiliers.

Lucien Dianzenza



Les participants à l'atelier DR

## DISTINCTION

# Esther Misheng Mbidi désignée ambassadrice internationale de la jeunesse pour la paix

Le Conseil universel pour la paix des nations et des continents (Culpac) a désigné, le 8 novembre en son siège à la Cité de la paix, dans la commune de Ngaliema, à Kinshasa, Esther Misheng Mbidi en qualité d'ambassadrice internationale de la jeunesse pour la paix Afrique-Europe. La cérémonie s'est déroulée en présence de la distinguée Fanny Tshisekedi Kasalu, présidente de la Fondation Kasalu et fille aînée du président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi-Tshilombo.

Dans son mot de circonstance, le directeur général du Culpac, Daniel Santu Biko, avec à ses côtés son conseiller diplomatique, Patrice Salaga, a indiqué : « La direction générale du Culpac, après plusieurs concertations, tient à reconnaître cette brave personnalité désignée comme ambassadrice internationale de la jeunesse pour la paix, en vue de la continuité de bons projets économiques et financiers pour l'épanouissement de la jeunesse entre l'Afrique et l'Europe, une voie pour diminuer la migration entre ces deux continents ».

Il a également lancé un appel global à œuvrer pour la paix : « Vivons dans l'amour les uns envers les autres, ayons le bon sens pour bâtir et pérenniser la paix dans le monde, dans nos pays, villes, communes, quartiers et familles, afin d'éradiquer les antivaleurs, le tribalisme ou le népotisme dans nos



Esther Misheng Mbidi à l'honneur au Culpac, à côté de Fanny Tshisekedi Kasalu

pays en Afrique qui freine l'élan des nations pour le développement de ce grand continent d'avenir mondial ».

Prenant la parole lors de cette cérémonie à son honneur, Esther Misheng Mbidi a déclaré : « C'est un honneur pour moi d'être retenue comme ambassadrice internationale pour la paix. Je promets

et je m'engage à poursuivre la mission humanitaire sur la paix, la vulgarisation des droits humains et le développement par des activités bienfaites pour la jeunesse en RDC et à l'international. J'en profite pour l'occasion de remercier le grand parrain de la Foire internationale des entrepreneurs,

qui est l'honorable Bahati Lukwebo qui a fait en sorte que cette foire soit un lieu avec cette grande réussite, et aussi je n'oublierais pas son excellence André Flahaut en Belgique, qui soutient aussi cette initiative... Je m'engage à combattre, à militer pour la paix de la jeunesse ici en RDC et à l'international... ».

Esther Misheng Mbidi a organisé, le 5 novembre au Palais du Peuple à Kinshasa, la première Foire internationale des entrepreneurs. Economiste et directrice du cabinet Credassur&Consulting, elle est consultante experte en assurances, crédits, audit et gestion des risques. Diplômée de l'université d'Utrecht aux Pays-Bas, et de l'Université de Mons en Belgique, elle est titulaire d'un master en Economie d'entreprise et d'un autre en sciences de gestion, avec comme spécialisation le contrôle de gestion dans le secteur des assurances. Elle a débuté sa carrière à la Banque nationale hollandaise comme analyste financière des compagnies d'assurance et auditrice interne, avant d'occuper plusieurs fonctions dans le secteur financier en Belgique. Elle a donc été désignée ambassadrice internationale de la jeunesse pour la paix du Culpac.

Martin Engimo



## MUSIQUE

## MPR met Kinshasa et la toile en émoi

Nini tosali te ? (Que n'avons-nous pas fait ?), le tout nouveau titre de l'atypique duo kinoï, sorti le 5 novembre, fait déjà parler de lui dans la ville. Depuis le week-end dernier, il est au centre de toutes les conversations et n'arrête pas de recueillir de nombreux commentaires des internautes sur la toile.

« Je suis passé par toutes les émotions en regardant ce clip. Je suis du Congo voisin mais ce clip relate parfaitement la souffrance et la mauvaise qualité de vie de nombreuses familles africaines. Notre mode de vie tourne en rond malgré la succession des présidents. Ceux qui succèdent au pouvoir promettent mais ne réalisent pas et c'est toujours la jeunesse qui en souffre. Les projets d'avenir des jeunes sont tués à petit feu. Bravo MPR », peut-on lire dans l'un des commentaires postés le 8 novembre à l'aube. En effet, ce nouveau titre qui s'annonce tel un incontestable tube, comme sait en faire le désormais réputé duo depuis près de quatre ans à présent.

A tour de rôle, Yuma Dash et Zozo Machine chantent quelques strophes de cette triste mais belle poésie qu'est Nini tosali te ? Le morceau composé de trois couplets décrit le désarroi de la population congolaise dont la foi est ébranlée. Et qui plus est, a perdu toute confiance en ses dirigeants. Le refrain, lui, revient sur tous les efforts que le peuple n'a de cesse de fournir pour s'en sortir. Etudes faites, prières et jeûnes jusqu'à briser les liens familiaux quitte à conjurer le mauvais sort. La lutte pour la survie au quotidien. Que n'a-t-il donc pas été fait ? Il semble que rien n'y fasse, les années passent et tout va de mal en pis.

Le bilan des soixante et un ans



Le duo Zozo machine - Yuma Dash, chanteurs du MPR/DR

d'indépendance est juste alarmant, dit le premier couplet. Inutile de voter, les élections ne sont pas la panacée. La faim comme une seconde nature colle à la peau du Congolais alors que l'insécurité bat son plein en cité. Le député festoie le clair de son temps alors que le quotidien ressemble à un combat de fauves à l'instar de celui qui a mis aux prises Ali et Foreman. Pays riche une simple étiquette accolée. Toutes sortes de prières ont été faites, Dieu voit-il à quel point la foi s'estompe ? Les politiques sans vision font de

vaines promesses, disparaissent dès lors que leurs attentes sont comblées. Les larmes sont le quotidien de sorte que le rire n'est plus que de façade.

#### Le départ de Mobutu devrait tout résoudre

Comme dit dans le commentaire susmentionné, le deuxième couplet déplore que les présidents se succèdent mais que la situation empire. L'on avait prétendu que le départ de Mobutu aurait tout résolu. Quoique parti, rien de particulier ne s'est pro-

duit. Kabila devrait, semble-t-il, partir pour que tout aille pour le mieux. Il est parti mais tout demeure difficile. Entre constats malheureux et questionnements, le duo remet bien de choses en cause. Faisons-nous de bonnes études ? Traités de fainéants alors que nous vendons noix de cola et cigarettes à la sauvette ? Alors que ma mère se tue à l'ouvrage, vendant pain et charbon de bois, je n'ai rien à lui offrir pour lui procurer le sourire. Aucune réponse favorable à toutes les demandes d'emploi. Qu'avons-nous fait pour

mériter tous ces déboires ? Tous les efforts fournis s'avèrent sans succès. Jusqu'à quel point allons-nous quémander ? Sommes-nous une génération sacrifiée ? Chaque année se reproduisent les mêmes faits.

Assez court, comparé aux deux précédents, le dernier et troisième couplet rend compte du mal-être qui caractérise la jeunesse. Le moral dans les chaussettes, elle réalise à quel point la vie est rude et sans issue. L'espoir se dissipe au fil des ans, la foi se perd, les cœurs rongés sont fatigués. Comment connaître la paix quand l'avenir est sombre, l'incertitude permanente. Vois-tu à quel point nous perdons patience ? Nos sourires cachent notre détresse. Les images poignantes du clip illustrent à suffisance le récit troublant de ces jeunes en mal d'espoir, désabusés, qui de la vie, ne reçoivent que coups sans répit. Ce discours servi avec la franchise habituelle du groupe cette fois n'a rien d'ironique. Tous les mélomanes se disent interpellés par le « chef-d'œuvre », comme l'ont qualifié certains. Ainsi, Nini tosali te ? aligne plus de 7 000 commentaires qui s'accordent sur la description réaliste que le nouveau titre fait du triste tableau de leurs nations. En effet, les Congolais de la rive droite se disent solidaires de ce message qui, selon leur entendement, est valable pour les deux rives.

Nioni Masela

## SOLUTIONS NUMÉRIQUES

## Kinshasa accueille la première édition « Kin-Tech »

L'édition de deux jours du salon sur le numérique est annoncée à partir du 11 novembre, sous le patronage du gouverneur de la ville-province, Gentiny Ngobila Mbaka.

Après la visite des stands par les officiels à la tête desquels l'autorité urbaine, les après-midis seront consacrés aux conférences. Pendant deux jours, les deux grandes salles de l'hôtel de ville de Kinshasa vibreront au rythme des expositions des porteurs et offreurs des solutions numériques pour des institutions publiques et étatiques.

Ce salon, ouvert à tous les développeurs qui recevront une invitation, les places étant limitées, permettra aux entreprises digitales, développeurs purement congolais et particulièrement de Kinshasa, d'exposer des solutions numériques pour plu-



sieurs secteurs de la vie. Il y a, entre autres, le secteur de transport, avec la solution Hoja; et de l'État civil. D'autres solutions concerneront les régies financières et des publicités extérieures, pour la collecte des taxes sur la publicité, etc. « Il ne s'agit pas ici des solutions pour des supermarchés ni pour une boîte privée quelconque. Il s'agit, plutôt, des offres utiles et nécessaires pour des entreprises publiques et étatiques », a fait savoir Yvette Tabu, citée par la Cellule de communication de l'Hôtel de ville.

Elle a rappelé que Kinshasa est la ville pionnière du numérique en République dé-

mocratique du Congo, par ses avancées dans ce secteur. La capitale congolaise est également, selon la ministre provinciale, la ville porteuse de la vision du chef de l'État, Félix-Antoine Tshisekedi, sur la création dans chaque ville des agences provinciales pour le développement du numérique.

« Il était question ici de lancer ce salon, fruit des avancées de la gestion du numérique, mais également la matérialisation de process et de la gestion administrative de notre gouvernement, pour montrer la voie aux autres provinces », a souligné la ministre.

Lucien Dianzenza



LINAFOOT/LIGUE 1

# Mazembe, Bazano et Lupopo gagnent... Renaissance battue par Sanga Balende

La 27<sup>e</sup> édition du championnat de la Ligue nationale de football (Linafoot) a déjà pris sa vitesse de croisière avec de plus en plus des rencontres qui se jouent à travers le pays. Les 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> journées se sont jouées le week-end dernier et en ce début de semaine.

Après le nul d'un but partout contre la Jeunesse sportive Groupe Bazano, l'actuel leader du championnat, le Tout Puissant Mazembe s'est offert le scalp du FC Lubumbashi Sport par trois buts à zéro, avec l'ailier tanzanien Thomas Ulimwengu à la 25<sup>e</sup> mn de la tête, et à la 59<sup>e</sup> mn sur une passe décisive de Jean Baleke. Le milieu récupérateur ivoirien Christian Koffi Kouamé a inscrit le troisième but sur penalty à la 64<sup>e</sup> mn. Mazembe a donc conforté sa place de leader avec désormais 16 points en six matches. Les Kamikazes de Lubumbashi Sport ont déjà joué huit matches pour 8 points glanés.

Alors que Mazembe renouait avec la victoire après le nul, la Jeunesse sportive Groupe Bazano a aussi retrouvé le goût du succès après avoir accroché l'ogre Mazembe. Les Lumpas, coachés par Raoul Mutufwila (ancienne gloire de V.Club des années 1980), ont battu, le 7 novembre au stade Père Augustin de Kikula à Likasi, les locaux de l'Union sportive Panda B52, par un but à zéro. Mwadi Kasaka a marqué l'unique but de la partie

à la 14<sup>e</sup> mn, sur un service de Ngulubi. La JS Groupe Bazano compte 11 points en sept sorties. Avec cinq défaites et deux résultats nuls, Panda n'a pas encore gagné pour sa première dans l'élite du football national, n'ayant engrangé que 2 points.

Etant sur une lancée de tonnerre, le FC Saint-Eloi Lupopo de Lubumbashi fait un début de saison exceptionnelle. En déplacement à Kinshasa, les Cheminots du coach Christian Bracconi ont dicté leur loi aux locaux du Racing Club de Kinshasa (RCK). Ils l'ont emporté au stade des Martyrs par un but à zéro, une réalisation de Boka Issaka dès la 7<sup>e</sup> mn, son premier but de la saison. C'est la cinquième victoire de Lupopo de la saison et totalise 16 points en six matches livrés, même nombre de points que son rival de toujours, le TP Mazembe. Le club bleu et or s'est assigné comme objectif d'occuper une place qualificative pour une compétition africaine interclubs depuis l'arrivée du gouverneur Jacques Kyabula à sa tête. RCK est lanterne rouge du championnat, avec 2 points



Arsène Zola et Thomas Ulimwengu célèbrent un but de Mazembe

seulement grappillés en sept matches livrés.

## Renaissance du Congo, début de saison délicat...

Ce début de championnat est délicat pour le FC Renaissance du Congo. Le club dirigé par Willy Mandala (dont les dernières rumeurs ont fait état de sa démission) n'arrive pas à prendre

de l'envol. Le club n'a pas encore fait signer le technicien Otis Ngoma qui devrait prendre les rênes du staff technique. Tout serait bloqué au niveau d'une clause de contrat, celle de porter l'affaire à la Fédération internationale de football association en cas de résiliation abusive du contrat. L'ancien coach du Daring Club Mote-

ma Pembe voudrait assurer ses arrières. L'équipe est donc coachée en attendant par l'adjoint José Mundele. Renaissance du Congo a enregistré sa première victoire, le 5 novembre dernier, au stade Kashala-Bonzola de Mbuji-Mayi, face à l'US Tshinkunku de Kananga, par deux buts à zéro, avec Emmanuel Bola Lobot à la 38<sup>e</sup> mn et Yves Magola avant la fin de la première période. Mais trois jours plus tard, soit le 8 novembre, les Oranges de Kinshasa sont retombés dans leurs travers, avec une troisième défaite de la saison, face à Sa Majesté Sanga Balende qui n'a pas joué un match de championnat depuis trente-deux jours, battus par un but à trois. Alidor Walema (42<sup>e</sup> mn sur penalty), Jerry Kambu (49<sup>e</sup> mn) et Omwele (74<sup>e</sup> mn) ont été les buteurs pour les Anges et Saints de Kasai Oriental. Fahad Bardiro a réduit l'écart pour les Renais à la 82<sup>e</sup> mn. Sanga Balende compte désormais 7 points en quatre matches. Renaissance du Congo a 6 points à son compteur en sept matches.



Lupopo, début de saison tonitruant...

Martin Engimo



**NÉCROLOGIE**

La famille Mabonzo, Prosper Mabonzo, agent des Dépêches de Brazzaville, Odile Bitsindou, Juge Nkounkou, Valentin Nkounkou, Pothard Mabonzo, Fabrice Mabonzo, Marelle Mabonzo et Vivien Mabonzo informent les parents, amis et connaissances du décès de leur père, oncle et grand-père, Antoine Mabonzo, survenu le 30 octobre 2021 à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au n° 1 de la rue Antonetti à Bacongo (au croisement des 5 chemins). L'inhumation a lieu vendredi 12 novembre au cimetière Samba Alphonse.



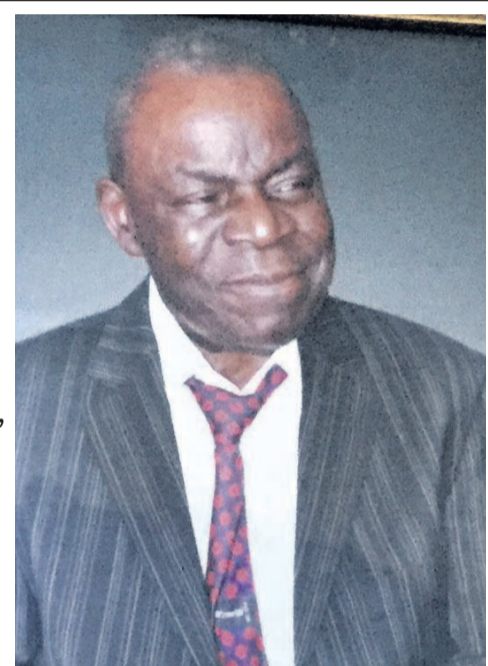
Les Familles Ngarila et Yamba ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur fille, belle-fille, mère et sœur, Divine Céleste Matondo, survenu le 1er novembre au CHU de Brazzaville des suites de maladie. La veillée mortuaire se tient au n°37 de la rue Zonzo à Mouhumi, sur l'avenue de l'Étage. La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.

**AVIS DE VENTE**

- Un domaine de 3000 m2 sur l'avenue illuminée, construit en matériaux durable avec 6 bâtiments.
- Une grande villa de 4 ch, 3 SDB, 3 WC, 3 salon, 1 salle à manger, 2 salles de réception, 1 cuisine, 1 bureau et 1 terrasse.
- Une villa R+1 : 1 salon, 1 salle à manger, 1 cuisine, 1 CH (sous sol), 1 gde chambre à l'étage avec balcon et rangements, 1 petite véranda à l'entrée.
- 1 bâtiment de 3 appartements R+1 avec 1 CH chacun à l'étage, RD chaus-sée, salon/salle à manger, coin douche/WC, coin cuisine à l'entrée.
- un bâtiment de 5 appartements, plain pied : 1CH/salon reserve.
- deux bâtiments R+1 ; 8 appartements (4x2) inachevés.
- un supprimeur, une bache à eau de plus 25 m3.
- des arbres fruitiers.

CONTACTS : 06 868 64 21 / 05 340 98 51 / 06 809 59 12

Brice Bakouma, agent des Dépêches de Brazzaville et famille ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur père, oncle et grand-père David Bakouma, survenu le 1er novembre à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient à son domicile, sis n°550, rue Nkô, au Plateau des 15 ans, à côté de l'église Mayangui. L'inhumation a lieu le vendredi 12 novembre au village Mandoundou à Louingui (Boko).



**LIBRAIRIE  
LES MANGUIERS**

Un **Espace de Vente:** Une sélection unique de la **LITTÉRATURE CLASSIQUE** (africaine, française et italienne)

**Des :** Essais, Bandes dessinées, Philosophie, etc.



Un **Espace culturel** Pour vos **Manifestations :** Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.



Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassous N'Gusso immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

**Ouvert**  
DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h  
SAMEDI 9 h - 13 h





## SÉCURITÉ MARITIME

Lancement de la 3<sup>e</sup> édition du symposium des chefs d'état-major

Organisés par le gouvernement congolais en partenariat avec la France, les travaux de la troisième édition se sont ouverts le 8 novembre sur le thème « L'opérationnalisation de l'architecture de Yaoundé : voies et moyens », sous la direction du Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, en présence du ministre de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, des représentants des pays riverains du golfe de Guinée, des autorités civiles et militaires nationales ainsi que départementales.

Le Premier ministre a remercié le gouvernement de la République française, pour la parfaite collaboration et la compréhension mutuelle qui caractérisent les présentes assises. Aussi a-t-il rappelé que le rôle des forces armées est, de tout temps, de garantir l'intégrité du territoire et d'assurer la paix, le monde d'aujourd'hui étant celui du risque globalisé.

Le souffle de la violence qui est alimenté par le terrorisme, la criminalité transfrontalière, la piraterie maritime, les trafics illicites de tout genre, a dit le chef du gouvernement, parcourt le monde et constitue une somme de défis de première importance à la sécurité des États. Et, la paix au-delà des frontières nationales est désormais prise en charge par les groupements régionaux dans le cadre de la sécurité collective, les menaces à la paix étant devenues profondes et diffusées.

Selon Anatole Collinet Makosso, le thème de ces retrouvailles répond à la nécessité de revisiter le socle de l'architecture de sûreté et de sécurité maritimes du golfe de Guinée dans son ambition comme dans ses faiblesses.

« Ensuite, nous pouvons relever à grands traits le constat



La photo de famille après l'ouverture officielle du symposium/Adiac

des hommes et des femmes de terrain. En effet, face à la menace qui constitue l'insécurité en mer dans le golfe de Guinée, notre réponse sécuritaire est restée relativement faible au regard des expériences d'ailleurs. L'étendue géographique du problème et l'insuffisance des moyens ont requis une approche régionale ; car aucun Etat riverain du golfe de Guinée n'est en mesure de faire face, seul, au défi transnational de l'insécurité maritime. C'est en cela que l'archi-

tecture régionale de sécurité maritime dans le cadre d'une stratégie maritime intégrée s'était révélée indispensable pour rendre possible la guerre collective contre la criminalité en mer », a-t-il déclaré.

Pour sa part, le ministre de la Défense nationale a expliqué qu'il reste persuadé que la sécurisation d'un espace maritime comme celui du Golfe de Guinée ne peut être totalement réalisée par la seule action des États membres.

#### La communauté internationale a un rôle à jouer.

« C'est, me semble-t-il, le message que la France a voulu transmettre aux États riverains du golfe de Guinée lorsqu'elle a entrepris de proposer ce symposium tournant et le cycle d'exercices de marine qui se déroulent régulièrement sur le territoire maritime du golfe de Guinée avec la participation d'autres partenaires pour renforcer les capacités opérationnelles de nos forces navales. C'est ici l'occasion de

marquer notre reconnaissance à cette action de la France et saluer l'implication des autres partenaires. En même temps, l'intensité du problème nous oblige à réitérer notre appel à une mobilisation accrue de la communauté internationale dans une mutualisation des efforts pour donner les meilleures chances au processus de Yaoundé », a ajouté Charles Richard Mondjo.

S'exprimant sur les enjeux de ce symposium, le chef d'état-major de la marine française, l'amiral Pierre Vandier, a indiqué que depuis 2013, son pays s'engage dans le processus de Yaoundé et l'objectif de ce symposium, c'est donc l'opérationnalisation du processus. Pour lui, quand les chefs d'état-major se rencontrent, ils parlent des choses qui sont moins politiques et qui sont plus opérationnelles, cela permet de partager les difficultés et d'en savoir là où les pays en sont. Notons que ce symposium s'inscrit dans le cadre du processus de Yaoundé par lequel les États s'engagent à coopérer en vue de renforcer la sécurité maritime. Cette troisième édition se tient après celle de Dakar en 2017 et celle d'Accra en 2019.

Séverin Ibara

## INTERVIEW

## Participation du Fonea au premier Forum de recrutement

Le Fonds National d'Appui à l'Employabilité et à l'Apprentissage, Fonea, participe au premier Forum de recrutement européen de la Diaspora à Issy-les-Moulineaux. Trois questions à Patrick Robert Ntsibat, son directeur

**Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.) :** Antérieurement et pendant très longtemps, le Congo mettait en avant « Il n'est jamais trop tard pour apprendre ! ». Le Fonea s'inscrit-il dans cette directive ?

**Patrick Robert Ntsibat (P.R.N.) :** La politique et les orientations d'un État changent ou s'ajustent d'un contexte à un autre et d'une période à une autre. A l'époque du « Il n'est jamais trop tard pour apprendre ! », le gouvernement poursuivait le but de lutter contre l'analphabétisme et l'illettrisme. Ce résultat avait sans doute été atteint puisque, pendant des années, le Congo affichait un taux d'alphabétisation de plus de 95%. Aujourd'hui, avec le Fonea, l'État poursuit un autre but, celui de la formation et de l'employabilité des Congolais.



**L.D.B. :** Quel est le programme d'action de cette formation et de l'employabilité auprès des Congolais ?

**P.R.N. :** D'abord nous avons un plan stratégique pluriannuel sur la période 2020-2023 duquel, chaque année, un plan d'action opérationnel est extri-

pé. Notre plan d'action se décline en huit axes : Développer la formation professionnelle ; développer l'apprentissage ; garantir l'employabilité des demandeurs d'emploi ; garantir le financement du Fonea ; faire entendre la voix des parties prenantes ; renforcer les compétences dans les entreprises ; mettre en place une gouvernance qui rassure ; et enfin, communiquer efficacement.

**L.D.B. :** A quel niveau fixez-vous le curseur de satisfaction à l'issue du 1er Forum d'Issy-les-Moulineaux ?

**P.R.N. :** Il n'est pas toujours aisé de porter un jugement sur soi-même mais je peux dire deux choses sans risquer de me tromper. La première, à propos de l'organisation de ce forum par l'Agence Congolaise Pour l'Emploi, qui est l'institution sœur du Fonea,

sous le patronage de Hugues Ngouelondélé, Ministre de la jeunesse et des sports, de l'éducation civique, de la formation qualifiante et de l'emploi, notre ministre de tutelle, devrait être une réussite.

La logistique déployée, la quantité et la qualité des participants attendus en sont les preuves irréfutables. La deuxième concerne le Fonea où nous prévoyons sortir de ce forum avec une satisfaction totale. Non seulement ce devrait être une bonne tribune pour présenter le Fonds mais, plus encore, nous sommes certains que nous aurons tout lieu de nous réjouir du nombre de visites et de l'intérêt que porteront les participants à notre stand. Cela renforcera notre ferme volonté d'aller encore plus loin pour la bonne application du plan stratégique pluriannuel en faveur de nos compatriotes.

Marie Alfred Ngoma



## FOOTBALL

## Le Centre technique d'Ignié bientôt doté de deux pelouses synthétiques

Le Centre technique d'Ignié va faire peau neuve avec l'installation des deux pelouses en matière synthétique. La société Greenfield chargée d'exécuter les travaux s'est engagée à livrer à la Fédération congolaise de football (Fécofoot) la première partie d'ici au 20 décembre, sauf l'arrosage.

Le projet qui consiste à moderniser le Centre technique d'Ignié est en train de prendre déjà forme. Les membres de la Fédération congolaise de football se sont rendus compte de cette évidence le 9 novembre, lors de la visite du chantier. Les travaux s'exécutent dans un bon timing. Car après avoir fini la fondation, la société s'active à exécuter la deuxième phase du projet qui consiste à installer deux pelouses synthétiques dont l'une sur le terrain de la compétition et l'autre sur le terrain d'entraînement ainsi que d'autres travaux liés à l'éclairage et l'arrosage.

« Avant le 20 décembre, tout sera installé sauf l'arrosage dont le contrat pour la commande vient d'être signé. Tous les travaux seront prêts avant cette date », a expliqué Franclin Ngwese Ngabé, le chef de projet financé par la Fédération internationale de football association.

« Quand nous sommes venus ici pour la première fois, c'était une forêt. Aujourd'hui, d'ici à deux ou trois semaines, on peut jouer ici. D'ici à trois semaines, vous allez marcher sur la pelouse déjà installée à condition qu'on



Jean Guy Blaise Mayolas en discussion avec le chef de projet Adiac

ait le bon climat pour travailler surtout pendant la première semaine parce que la colle ne marche pas avec la pluie», a-t-il ajouté

L'ingénieur en génie civil qui est à sa quatrième mission au Congo a expliqué que la qualité des travaux répond au standard. La garantie de la fondation, a-t-il précisé, est de quinze ans contre

huit ans pour la pelouse. Franclin Ngwese Ngabé a, par ailleurs, déploré les difficultés liées à la fourniture du gravier pour poser les poteaux d'éclairage sur les deux terrains. Le financement, a-t-il précisé, est disponible mais ceux qui ont la mission de leur fournir le produit lui jouent de mauvais tour. « Ils ont déjà reçu l'argent pour la livraison d'une

vingtaine de camions. Mais aujourd'hui, ils n'ont livré qu'un seul », a-t-il regretté.

Il a, en outre, insisté sur la maintenance. Pour réussir à garder les pelouses en l'état, la société se propose de former deux ou trois personnes que la Fécofoot mettra à sa disposition. « J'insiste sur la maintenance parce que c'est le problème en Afrique. Nous vous

livrons quelque chose tout en vous demandant de l'entretenir. Malheureusement, vous attendez quand vous ne pouvez plus l'utiliser pour réfléchir sur comment faire la maintenance », a-t-il déploré.

Déjà avec l'installation de ces deux pelouses synthétiques, le rêve de la Fécofoot de moderniser ce centre à l'image des autres qui existent dans le monde est en train de devenir une réalité. Outre les pelouses synthétiques, la deuxième partie des travaux consistera à lui donner deux pelouses en gazon naturel ainsi que la construction d'un bâtiment à deux niveaux pour les Diables rouges seniors messieurs puis un autre bâtiment pour les jeunes et les dames. « Nous voulons faire ce centre technique à l'image des autres centres installés ailleurs. C'est un centre pour toutes les catégories des Diables rouges (les jeunes, les dames et les Diables rouges A). C'est un projet prometteur pour le football congolais. On va essayer d'y rêver. C'est dans cet esprit que nous allons amener ce projet à terme », a commenté Jean Guy Blaise Mayolas, président de la Fécofoot.

James Golden Eloué

## JUDO

## Les arbitres congolais actualisent leurs connaissances

Le président de la Fédération congolaise de judo et disciplines associées (Fécoju-Da), Me Francis Ata, a organisé, le 8 novembre à Brazzaville, un stage d'imprégnation et d'échange d'expérience au profit des arbitres et encadreurs des clubs de ladite fédération. Le stage, animé par des experts internationaux, a pour base les nouvelles règles d'arbitrage.

En présence du représentant de la direction générale des Sports, Furet Likoué, et du Comité national olympique et sportif congolais, Fernand Ondono, Me Francis Ata a marqué, une fois de plus, sa volonté de remettre sur les rails le judo en mettant les arbitres à l'école du donner et du recevoir. « Nous sommes désormais une fédération. Nous devons profiter du savoir-faire des autres pour booster nos connaissances. Aujourd'hui, nous commençons avec les arbitres alors, profitez de cette occasion pour se mettre à jour et apprendre des nouvelles règles. Je vous demande d'être assidus et toujours disponibles », a déclaré le président de la Fécoju-Da.

Ce stage est animé par deux experts internationaux de la Fédération internationale de judo. Il s'agit du président de la commission d'arbitrage de la République démocratique du Congo, Blaise Donat Zaki Zanga, et son premier vice-président, José Mbuyulu. Ils seront accompagnés du président de la Commission nationale d'arbitrage du Congo, Me Jean Henri Nzaou.

Selon Blaise Donat Zaki Zanga,



Des arbitres Adiac

**« Nous sommes désormais une fédération. Nous devons profiter du savoir-faire des autres pour booster nos connaissances. Aujourd'hui, nous commençons avec les arbitres alors, profitez de cette occasion pour se mettre à jour et apprendre des nouvelles règles. Je vous demande d'être assidus et toujours disponibles »**

l'accent sera mis sur la partie pratique puisque durant le stage, des combats seront organisés afin de juger le niveau des stagiaires.

Durant quatre jours, les nouveaux arbitres qui viennent de toutes les ligues vont apprendre les nouvelles règles utilisées au niveau international tandis que les anciens profiteront de ce stage qui se déroule au gymnase Etienne-Monga pour échanger avec leurs collègues.

Ce stage précède, en effet, les compétitions départementales qui débutent dans les prochains jours. Il a été annoncé lors du périple qui a conduit le bureau exécutif de la fédération dans tous les départements du pays pour mettre en place les ligues. C'est, d'ailleurs, ce qui a poussé les ligues à envoyer leurs représentants.

Notons que ce stage est le premier du genre après près de cinq ans de crise ayant miné cette organisation sportive. Toutes les entités-clés de la Fécoju-Da bénéficieront des moments de recyclage, afin de replacer facilement ce sport sur l'échiquier national et international.

Rude Ngoma